



LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (Trotskyiste)

RENAULT LE MANS

LES LEÇONS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

24/03/2014

Le fait marquant de ces municipales est une abstention record pour ce type d'élection. Elle affecte particulièrement l'électorat populaire qui avait l'habitude de voter à gauche.

C'est donc clairement un désaveu du gouvernement Hollande-Ayrault et de sa politique ouvertement pro-patronale et anti-ouvrière. Il frappe principalement le PS, rendu responsable de la politique menée. Même ses alliés écologistes s'en tirent mieux que lui.

L'autre fait marquant est la progression significative du FN. Pour une part, cette progression vient de l'électorat traditionnel de la droite. Un électorat réactionnaire et anti-ouvrier qui, au fur et à mesure que le FN acquiert droit de cité dans les médias, que son langage de haine à l'égard des immigrés et des Roms est repris par les ténors de la droite parlementaire, voire par des ministres socialistes, n'hésite plus à voter pour l'extrême droite.

Une partie de ces votes vient cependant d'une fraction de l'électorat ouvrier qui, frappée par la crise et les licenciements, par déception à l'égard de la gauche, ses reniements et ses trahisons, a cru marquer son désaveu du gouvernement socialiste en votant pour des listes du FN. C'est un vote contre son propre camp car le FN défend tout autant les intérêts du grand patronat et des riches que le duo PS-UMP, en étant, en plus, porteur d'une politique plus ouvertement réactionnaire.

Ce n'est certainement pas une mobilisation de la gauche électorale et encore moins des désistements dits républicains entre les grands partis déconsidérés qui pourront s'opposer à la montée électorale du FN, mais une reprise de confiance des travailleurs en eux-mêmes et en leur capacité à résister aux attaques du grand patronat.

Pour ce qui concerne les résultats de Lutte Ouvrière : nous avons présenté 204 listes dans 182 villes différentes, partout sous le sigle "Lutte Ouvrière faire entendre le camp des travailleurs". Cette présence est à comparer à celle de 2008 : nous étions sur 188 listes dans 168 villes différentes, dont 118 listes Lutte Ouvrière.

Un nombre plus important d'électeurs des classes populaires ont pu, en votant pour nos listes, exprimer leur approbation du programme de lutte que Lutte Ouvrière a avancé pendant sa campagne.

Avec des variations d'une ville à l'autre, les votes en faveur des listes Lutte Ouvrière se maintiennent par rapport aux élections municipales de 2008 et sont supérieurs aux élections présidentielle et législatives de 2012.

Ces votes confirment la permanence dans ce pays d'un courant conscient que le choix entre les différents partis qui, au-delà de leur rivalité, défendent tous l'ordre capitaliste, est un faux choix. Même les partis comme le PC ou le PG qui, après avoir fait élire Hollande et cautionné ses promesses mensongères, cherchent aujourd'hui à s'en démarquer, ne méritent pas la confiance des travailleurs.

Les négociations, les manœuvres, les combinaisons en vue du deuxième tour battent leur plein. Pour les uns, il s'agit de sauver leur position de maire, pour les autres, de la conquérir. Lutte Ouvrière ne participera à aucune de ces négociations. Tout en rejetant la droite et l'extrême droite, elle ne veut pas cautionner, même indirectement, l'équipe Hollande-Ayrault qui se prétend socialiste mais qui gouverne en fonction des seuls intérêts du grand patronat et des banquiers.

Au deuxième tour, nos électeurs ne pourront plus affirmer les exigences qu'ils ont approuvées au premier tour en votant pour les listes Lutte Ouvrière. Il leur appartient de voter selon leur conscience, de voter blanc... ou de ne pas voter du tout.

Ce qui comptera pour l'avenir, c'est que celles et ceux qui, en votant Lutte Ouvrière, ont approuvé les mesures nécessaires pour défendre les conditions d'existence des travailleurs, continuent à les défendre et à les populariser afin que les travailleurs en fassent leurs objectifs de combat lors de leurs affrontements, inévitables, avec le grand patronat et le gouvernement.

Les travailleurs ne peuvent attendre aucun changement pour leur vie d'un changement électoral. Il n'y a de salut pour les exploités que dans leur propre lutte collective, consciente, contre leurs exploiters et contre les gouvernements à leur service. Ils ont la force de défendre leurs conditions d'existence en faisant reculer le grand patronat car l'économie ne peut pas se passer de travailleurs alors qu'elle peut se passer d'actionnaires, de banquiers et de spéculateurs ! À la condition d'être conscients de cette force et de s'en servir.

ÇA BOUILLONNE SOUS LA CASQUETTE

Au Dpt 81, la direction a annoncé le port permanent et obligatoire de la casquette de sécurité à partir du 1^{er} avril et cela quelque soit le poste occupé.

Il est probable que dans les autres bâtiments la même annonce soit faite rapidement.

La direction sait pourtant très bien qu'il y a très peu d'accidents à la tête, et pour cause, car pour intervenir sur les installations, ou dans les enceintes robotisées, cela ne pose de problèmes à personne de porter une casquette de sécurité.

Alors pourquoi vouloir en rajouter une louche avec cette obligation permanente ? Pour faire comme à la caserne ?

Si la sécurité la préoccupe tant que cela, il y a bien d'autres problèmes prioritaires : le manque de visibilité dans les cars à fourches, les armoires électriques qui sont très souvent ouvertes à tout va, surtout l'été... On continue l'inventaire de l'insécurité ? Parce que là, il y a à faire !

* * *

La direction aurait tout un stock de casquettes et serait prête à mettre le prix (7, 80 €) pour qu'on en ait une à chaque fois qu'il faut la remplacer.

Eh bien, puisque l'argent n'est pas un problème, qu'elle commence plutôt par nous fournir des bleus convenables et non pas taillés deux tailles trop grandes comme cela arrive de plus en plus souvent. Sans parler des gants ou des semelles qui manquent là aussi.

SURPRISE, SURPRISE... !

Il y a 15 jours au Dpt 85, l'inspecteur du travail est venu faire une visite surprise du département, notamment sur les problèmes de sécurité.

Autant dire que l'adjoint du chef de département et l'ACT étaient dans leurs petits souliers, surtout quand l'inspecteur prenait des photos...

Ah ça, c'est vrai que cela les change des audits sécurité bidons de la direction où tout est préparé d'avance et où les auditeurs vont où on leur dit d'aller.

N'IMPORTE QUOI !

Lors du dernier CE, la direction a annoncé un jour de congé collectif après-demain, vendredi à la Fonderie.

Motif : nous aurions trop travaillé...

Mais alors pourquoi ne pas plutôt à la place, nous donner un pont de plus au mois de mai.

Et surtout pourquoi ne pas annuler purement et simplement les samedis programmés pour la récupération du pont de l'Ascension ?

On a vraiment de grands esprits à la direction : Pâques est encore loin, mais visiblement, il y a des cloches qui ont pris de l'avance...

QUEL CINÉMA !

Mardi matin, au bâtiment R, dès 5 h 20, on pouvait voir du monde en combinaison blanche prendre des photos sur la ligne Usinage-Tambours.

Non, ce n'était une nouvelle saison des "Experts" sur une scène de crime... mais plus simplement le chef d'atelier et son adjoint qui s'apprêtaient à faire le TPM avec nous et voulaient sans doute, comme souvenir, noter la différence entre avant le nettoyage et après...

Curieusement, là, il y avait tout le matériel qu'il fallait, alors qu'habituellement...

On verra à l'avenir s'ils recommencent et prendront l'habitude de nous filer la main.

Mais si c'est le cas, il va falloir revoir la feuille de paye : à travail égal... salaire égal.

BONNE NOUVELLE

À ce qu'il paraît, Marcel va s'en aller, et ce n'est pas un poisson d'avril.

Encore un que l'on ne regrettera pas, bien au contraire.

Faut dire, qu'avec les 21 minutes de travail gratuit qu'il nous a pondues, et maintenant le port permanent de la casquette qu'il veut nous imposer, il a définitivement réussi à nous... "brouiller" avec lui.

SALAIRES, ÇA NE VA PAS !

À NTN Allonnes, la direction a annoncé la couleur question salaires : 0 % d'AGS et 0,5 % pour les CIP (en fait à la tête du client), 1 € de plus par mois pour les transports.

Quant à l'embauche, malgré le nombre énorme d'intérimaires, aucun plan d'embauche, ce sera au compte-gouttes.

Les débrayages d'hier sont restés minoritaires, mais le problème reste posé : va-t-on laisser nos salaires bloqués une deuxième année consécutive et la précarité régner en maître à l'usine ?

BAISSE DES IMPÔTS... PATRONAUX

Les Assises de la fiscalité réunissant État et patronat s'achèvent. Les décisions seront connues dans quelques semaines.

Ce qui est quasi sûr c'est qu'on s'oriente vers une baisse des impôts des entreprises. Il est question de 8 milliards en moins.

Un nouveau cadeau qui s'ajoute à tous les autres.

Pourtant, le vice-président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, estime l'effort "notoirement insuffisant". Il voudrait une baisse d'impôts de 50 milliards d'ici 2020.

Des gens comme lui osent parler de "charges" patronales sur le travail, mais c'est le patronat qui est une charge pour les travailleurs.